

➤ Chapitre 1

Brève histoire des relations internationales depuis 1900

Ce que vous allez apprendre

- L'histoire du XX^e siècle est celle du déclin de l'Europe à la suite des deux conflits mondiaux et de la montée en puissance des États-Unis et de la Russie
- Après l'intermède de la guerre froide (1945-1991), où s'affrontent bloc soviétique et bloc occidental, la fin de l'URSS a permis le triomphe de la mondialisation libérale
- Toutefois, l'émergence de puissances, au premier chef la Chine, et de menaces nouvelles, telles que le radicalisme islamique, pourrait modifier l'équilibre du XXI^e siècle

I. LA FIN DE LA DOMINATION EUROPÉENNE (1900-1945)

Du concert des puissances au conflit mondial (1890-1918)

Le monde à la fin du XIX^e siècle est avant tout européen. L'Europe s'est en effet détachée du reste de la planète à la suite des bouleversements du XVI^e siècle au XVIII^e siècle¹⁰. La Renaissance, les progrès scientifiques, les Lumières, la révolution industrielle : autant d'innovations qui ont donné aux Européens un avantage décisif sur les autres peuples. La fin du XIX^e siècle est donc caractérisée par la domination des États du Vieux Continent. L'Angleterre se distingue par sa puissance économique (elle fabrique à elle seule autant que le reste du monde en 1850), son prestigieux modèle politique et sa modernité. La France puis l'Allemagne, depuis son unification de 1870, profitent à plein du « modèle européen » fondé sur le puissant appareil industriel du capitalisme libéral, le rayonnement d'un modèle social et culturel de « démocratie bourgeoise ». Ce modèle se traduit par un expansionnisme colonial sans comparaison dans l'histoire. Le Royaume-Uni, première puissance mondiale avec ses 30 millions de km², gouverne le quart des terres émergées en 1914. Il est suivi par la France, maîtresse de 10 millions de km². À la conférence de Berlin, organisée en 1884 par le chancelier allemand Bismarck pour détourner vers le continent noir les ambitions des Français, privés de l'Alsace-Lorraine et songeant à une « revanche » sur l'Allemagne, l'Europe se partage l'Afrique.



ATTENTION !

En 1914, la domination européenne est menacée par :

- les tensions entre États (France contre Allemagne ou rivalités coloniales, comme à Fachoda en 1898, dans l'actuel Soudan, entre la France, désireuse de créer un empire est-ouest, de Dakar à Djibouti, et l'Angleterre : les Français, très inférieurs en nombre, reculent et Londres peut étendre son empire de l'Égypte à l'Afrique du Sud) ;
- les faiblesses des empires multiethniques, secoués par le mouvement des nationalités (la Russie, « prison des peuples », opprime Juifs et minorités nationales, des Baltes aux Ukrainiens, ou l'Autriche-Hongrie, malgré la création de la double monarchie en 1867, qui a donné aux Hongrois une autonomie mais laisse les peuples slaves sans voix au chapitre) ;
- l'émergence des nouvelles puissances : les États-Unis, devenu la première économie mondiale en 1890, qui défont l'Espagne en 1898, permettant l'indépendance de Cuba, ou le Japon, vainqueur de la Chine en 1894 et de la Russie, nation « blanche », en 1905.

La Première Guerre mondiale est le produit de ces tensions et du mécanisme pervers des alliances opposées : la Triple, une alliance défensive, prévoyant un appui automatique à un allié attaqué, regroupant les « puissances centrales », Allemagne, Autriche-Hongrie, deux monarchies militaristes, et Italie, s'oppose

à la Triple-Entente, un ensemble plus lâche basé sur l'Entente Cordiale entre la France et l'Angleterre, deux démocraties libérales, et leur rapprochement avec la Russie, pourtant autocratique. Le conflit est déclenché le 28 juin 1914 à la suite de l'assassinat de l'héritier austro-hongrois, François-Ferdinand, en visite à Sarajevo, dans une Bosnie-Herzégovine sous administration autrichienne, par un nationaliste serbe. Vienne s'en prenant à la Serbie, accusée d'abriter l'organisation du meurtrier, la Main noire, reçoit le soutien de l'Allemagne tandis que la Russie puis la France soutiennent Belgrade.

La Première Guerre mondiale, qui s'engage peu après, est un conflit catastrophique dans l'histoire de l'Europe. L'usage d'armes, notamment le gaz, utilisé pour la première fois à Ypres en 1915, et de tactiques nouvelles, comme les tranchées, va se solder par un lourd bilan humain. Au total, le conflit fait dix millions de morts, dont un million trois cent mille pour la seule France, soit près de 900 soldats tués par jour de guerre... Au-delà du bilan humain, les sociétés européennes vont engloutir des sommes colossales dans l'équipement de leurs armées, déséquilibrant en profondeur les économies libérales et prospères du XIX^e siècle.

Le tournant du conflit est l'année 1917, qui voit le déclenchement de la révolution bolchevique en octobre : une fois au pouvoir en Russie, Lénine, le leader des bolcheviks, une faction communiste qui a renversé le gouvernement démocratique apparu en février après l'abdication du tsar, décide, en 1918, de signer une paix séparée avec l'Allemagne à Brest-Litovsk. L'autre tournant majeur est, toujours en 1917, l'entrée en guerre des États-Unis, pour défendre la liberté des mers. Alors que l'Amérique, peu portée sur les interventions extérieures et souhaitant éviter que ces diverses communautés d'émigrants s'affrontent, certaines étant d'origine germanique, hésite à s'engager malgré les vœux de son président, l'État-major allemand commet l'erreur d'engager une guerre sous-marine contre les Alliés. Or, les U-Boot coulent des bateaux américains, provoquant la mort de civils innocents, 1 200 dans le cas du *Lusitania* en 1915, ce qui retourne l'opinion aux États-Unis.

Malgré l'effondrement de la Russie, qui favorise l'Allemagne jusque-là obligée de lutter sur deux fronts, l'arrivée des Américains signe la défaite des puissances centrales, incapables de résister à la pression de troupes nouvelles et bien équipées. L'armistice est signé le 11 novembre 1918. Les négociations de paix ont lieu à Paris et dans ses environs. Le traité de Versailles, signé le 28 juin 1919, entre l'Allemagne et les Alliés, puis les autres accords, traité de Saint-Germain avec l'Autriche, de Trianon avec la Hongrie, remodelent l'Europe

“ On ne fait pas la révolution en gants blancs »

Lénine

en suivant les principes fixés par le président américain Woodrow Wilson. Dans ses Quatorze Points, ce dernier souhaitait notamment faire prévaloir le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais le traité ne peut éviter l'humiliation de l'Allemagne, déclarée « coupable » de la guerre, désarmée par le Français Clemenceau, qui la prive notamment de matériels modernes comme les avions et lui interdit de faire stationner des troupes en Rhénanie, contrainte enfin de payer des « réparations » financières aux Alliés.

L'échec de la paix (1918-1945)

L'entre-deux-guerres voit d'abord l'échec du pacifisme. La création de la première grande organisation internationale, la Société des nations (SDN), basée en Suisse à Genève, fait d'abord espérer une ère de diplomatie ouverte, interdisant les pactes secrets de l'avant-guerre, et de règlement pacifique de conflits, souhaitée par Wilson. Après une première période de tensions, marquée en 1923 par l'occupation de la Ruhr allemande par la France pour obtenir le versement des réparations, la négociation internationale débouche ensuite sur quelques succès. La réconciliation franco-allemande est entamée à la conférence de Locarno, en 1925, alors que la volonté de pacifisme se traduit par la signature, en 1928, du pacte Briand-Kellog « interdisant » la guerre.

Mais, après 1929, l'arrivée en Europe de la crise économique commencée, le 24 octobre, le « jeudi noir », à Wall Street provoque l'augmentation du chômage et la radicalisation de l'électorat. On assiste alors, au long des années trente, à la « montée des périls » : arrivée de Hitler au pouvoir en 1933, réarmement de l'Allemagne, remilitarisation de la Rhénanie en 1936, unification (*Anschluss*) avec l'Autriche puis annexion par le III^e Reich des Sudètes, une région germanophone de Tchécoslovaquie, en 1938. Toutes ces initiatives allemandes ne provoquent aucune réaction des démocraties, tétanisées par la perspective d'un nouveau conflit et où personne ne veut « mourir pour Dantzig » : un port polonais, l'actuelle Gdansk, revendiqué par les nazis et perçu



Éclairage

Les trois faiblesses de la SDN

- l'absence des États-Unis (1920 : le Sénat, à majorité républicaine et isolationniste, refuse de ratifier le traité de Versailles pourtant négocié par le président Wilson, privant l'organisation internationale du soutien de la première puissance du temps) ;
- des moyens limités : faute d'armée permanente ou d'instance de sanctions efficace (le « Conseil de sécurité » de la SDN n'est pas permanent et ne regroupe que les vainqueurs : France, Italie, Royaume-Uni... sans les États-Unis), elle ne peut garantir la « sécurité collective » ;
- le déclenchement de la crise mondiale en 1929, en augmentant le chômage et les problèmes sociaux, affaiblit la démocratie et favorise l'apparition de régimes extrémistes (Allemagne, Italie, Japon) et belliqueux.

comme exotique par l'opinion française. En 1938, cette politique d'*appeasement* amène le Français Daladier et le Premier ministre britannique Chamberlain à signer, avec Hitler, les accords de Munich, aux termes desquels la Tchécoslovaquie est abandonnée : elle doit céder ses régions frontalières à l'Allemagne.

L'axe Rome (l'Italie est fasciste depuis l'arrivée au pouvoir de Mussolini en 1924), Berlin et Tokyo complété par le pacte Ribbentrop-Molotov entre Allemagne et URSS, l'Allemagne déclenche la Seconde Guerre mondiale en attaquant la Pologne en 1939. Ce conflit majeur est, à la différence de la Grande Guerre, vraiment mondial, les combats se déroulant aussi bien en Europe, avec l'attaque de la Russie par le Reich en 1941, et en Afrique qu'en Asie et dans le Pacifique où, en 1941, le Japon lance les hostilités en bombardant par surprise le port américain de Pearl Harbor, à Hawaï.

Plus qu'une lutte entre États, caractéristique de la Première Guerre mondiale même si la République française était plus démocratique que le Reich allemand, dominé par l'aristocratie militaire, le second conflit mondial oppose des idéologies : d'un côté la démocratie anglo-saxonne, de l'autre le fascisme et le nazisme. Même s'il faut la nuancer, les démocraties occidentales s'alliant contre l'Allemagne à la très peu démocratique Russie soviétique, cette opposition divise les peuples en lutte : dans la France occupée, les résistants gaullistes et communistes affrontent les partisans d'une « collaboration » avec l'Allemagne.

Le conflit est aussi une guerre « totale », dont les 50 millions de victimes sont en majorité des civils, et où se multiplient les crimes contre l'humanité, en premier lieu le génocide juif (six millions de victimes), et les bombardements meurtriers comme, le 6 août 1945, la première bombe atomique américaine sur la ville japonaise de Hiroshima, qui fait 70 000 morts. De la défaite de l'Axe, un monde nouveau émerge toutefois que des conférences entre Alliés à Téhéran en Iran, à Yalta en Crimée, à Potsdam enfin (près de Berlin), ont préparé pendant la guerre. Fondé sur un nouveau système international, notamment l'Organisation des Nations unies, successeur de la SDN, il sanctionne le déclin irrémédiable de l'Europe et l'émergence des deux Grands : les États-Unis, libérateurs de l'Europe occidentale, réalisant 40 % du PIB mondial, et l'URSS, dominant l'Europe de l'Est et auréolée du prestige de sa victoire sur les nazis.



ATTENTION !

« MONDE LIBRE » OU OCCIDENT / BLOC SOVIÉTIQUE

Idéologie	Démocratie libérale et capitalisme	« Dictature du prolétariat » et communisme
Organisation économique	OCDE (1961)	Comecon (1949)
Organisation militaire	OTAN (1949)	Pacte de Varsovie (1955)

II. DE LA GUERRE FROIDE AU NOUVEL ORDRE MONDIAL (1945-2010)

Affrontement des deux Grands et arrivée du « Troisième Monde »

Dès 1946, Churchill, Premier ministre britannique pendant la guerre, voit, dans son discours de Fulton, une université du Mississippi, tomber sur l'Europe orientale un « rideau de fer ». Les deux blocs se constituent. Le « monde libre », sous le leadership des États-Unis s'oppose au bloc communiste qui, outre la Russie et l'Europe orientale, comprend la Chine après la victoire de Mao sur les nationalistes en 1949, dirigé depuis Moscou.

Face à l'expansionnisme soviétique, les États-Unis, après avoir écarté l'option du « *roll back* », la reconquête des territoires tombés sous le joug communiste, choisissent de « contenir » l'expansion de l'URSS : c'est la politique du « *containment* », de l'endiguement, choisie par le président Truman. Ils tentent d'éviter la confrontation directe à Berlin, où les Soviétiques organisent un blocus de l'ouest de la ville, occupé par les Occidentaux, en 1948, ou en Corée où la guerre entre le Nord communiste, voulant réunifier la péninsule par la force, et la coalition onusienne fait rage entre 1950 et 1953. La mort de Staline, le 5 mars 1953, ouvre la voie à une période plus calme de « coexistence pacifique » entre les deux blocs, non exemptes de tensions comme, en 1956, la révolte des Hongrois contre le régime communiste à Budapest, écrasée dans le sang ou, en 1961, la construction du mur de Berlin par les Russes pour empêcher les Allemands de « passer à l'ouest ».

L'affaiblissement des blocs, déjà commencé en 1948 par le « schisme » yougoslave, Tito, qui a libéré seul la Yougoslavie de l'occupation allemande, refusant d'obéir à Staline, s'accroît dans les années soixante. Ainsi, la Chine de Mao, qui a conquis le pouvoir en s'appuyant sur ses propres forces, dénonce, après 1956, la déstalinisation lancée par Khrouchtchev. Dépourvu d'un système économique efficace, l'URSS est affaiblie moralement : en 1968, lors du printemps de Prague, elle écrase un mouvement démocratique et pacifique en Tchécoslovaquie. Elle l'est bientôt militairement quand, après l'invasion de l'Afghanistan en 1979, il lui faut pacifier ce pays rétif.

Dans les décennies 1960 et 1970, les États-Unis traversent eux aussi une période de doute, marquée en 1966 par la sortie de la France du général de

“ Sous le capitalisme, les gens ont plus de voitures. Sous le communisme, ils ont davantage de parkings.”

Churchill.

Gaule du commandement intégré de l'OTAN, en 1973, par la défaite au Vietnam et le triomphe du nord communiste sur le sud pro-occidental, la chute du Cambodge passé sous la dictature des Khmers rouges, un groupe communiste maoïste, enfin, en 1979, la révolution islamique en Iran. Les deux Grands recherchent alors une forme de « détente », voire un condominium, selon l'idée du secrétaire d'État américain Kissinger, permettant de geler leurs positions et d'éviter les crises. Cela se traduit par des accords de désarmement, comme en 1972 le traité ABM ou, en 1973, les premiers accords SALT, ou un dialogue nouveau, tel que la conférence d'Helsinki entre l'est et l'ouest qui s'ouvre en 1975.

Derrière ces confrontations Est-Ouest, apparaît une dimension nouvelle dans les relations internationales. Avec la décolonisation, le nombre d'États de l'ONU triple et passe de 50 à 150. Le « Tiers Monde », le troisième monde, le *Third World*, des auteurs anglo-saxons, semble émerger entre l'Est et l'Ouest. S'il impose des thèmes nouveaux, comme le développement ou les inégalités Nord-Sud, il rentre vite dans la logique dominante de la guerre froide, les nouveaux États apparaissant beaucoup proches du bloc communiste avec lequel ils vont partager autoritarisme politique, socialisme économique et hostilité à l'Occident « impérialiste ».

La période contemporaine : désordre et progrès ?

L'effondrement du bloc soviétique se produit au début des années 1990. Depuis 1987, les ouvertures du nouveau dirigeant soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, la *glasnost* ou transparence, la *perestroïka* ou réforme, ébranlent un système à bout de souffle : en URSS, le taux de mortalité infantile remonte depuis la fin des années 1970 et, dans la décennie 1980, le pays est incapable de financer une nouvelle course aux armements avec les États-Unis, remobilisés par Ronald Reagan et décidés à construire un bouclier spatial anti-missiles, baptisé « guerre des étoiles ». Entre 1989, où les Allemands de l'Est imposent l'ouverture du mur de Berlin, et 1991, où



Éclairage

La décolonisation

Elle est favorisée par le déclin des puissances européennes qui multiplient défaite militaire, comme en 1954 les Français en Indochine, et reculades politiques, telles qu'en 1956 la crise de Suez.

Elle résulte de la montée des nationalismes parmi des élites indigènes européennes, qui reprennent à leur compte les idées universalistes de l'Occident : Gandhi était ainsi avocat en Afrique du Sud avant de prendre la tête du mouvement du Congrès et de mener l'Inde vers l'indépendance.

Elle fait émerger, au Sud, un monde nouveau, plus complexe, d'États indépendants comme l'Inde britannique en 1947 ou les États africains francophones en 1960.

l'acte de décès de l'URSS est prononcé par le nouveau président russe Boris Eltsine, le bloc communiste s'écroule.

La fin de la guerre froide, par défaut d'un combattant, a été interprétée par certains comme une « fin de l'Histoire » : c'est la thèse du philosophe américain Francis Fukuyama qui estime, comme le philosophe allemand Hegel au début du XIX^e siècle, que l'histoire s'explique par les progrès de la Raison. À ses yeux, la défaite de l'URSS, incapable de se réformer et de rivaliser avec la puissance américaine, est aussi une défaite intellectuelle, un changement de paradigme : à travers elle, c'est le projet communiste tout entier, celui de créer une alternative au capitalisme et à la démocratie libérale, qui est vaincu. Désormais, quelle que soit la suite des événements, qui ne vont évidemment pas s'arrêter, le débat intellectuel sur le meilleur modèle de société est clos. Dans le « nouvel ordre mondial », le capitalisme, qui revient en Chine après 1979, et la démocratie libérale, qui se répand en Europe orientale, en Afrique, avec notamment la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, qui renverse les dictatures militaires en Amérique latine, sont les « horizons indépassables » de la pensée.

Il est vrai que les progrès sont réels : sous l'égide de l'ONU, puissance de droit, et surtout des États-Unis, « hyperpuissance » de fait dans son rôle de « gendarme du monde », les agressions contre le droit international sont punies : en 1991, l'Irak, qui a cru pouvoir sans vergogne annexer le Koweït, en fait la dure expérience. Les guerres civiles sont pacifiées, comme en 1995 avec les accords de Dayton qui mettent fin au conflit en Bosnie, ou prévenues, comme en 1999 avec l'intervention de l'OTAN au Kosovo, par les interventions occidentales. Au même moment, la « mondialisation heureuse », c'est-à-dire l'expansion de l'économie de marché et du commerce international, favorisée par la création de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) en 1994, fait peu à peu sortir de la pauvreté d'immenses pans de population, surtout en Asie, en particulier en Chine depuis les réformes de Deng Xiaoping en 1979. La part de la Chine dans le commerce mondial, négligeable au début des années 1980, dépasse les 10 % dans la décennie 2000.



Éclairage

Les démocraties dans le monde aujourd'hui

L'ONG américaine Freedom House, fondée en 1941, comptabilise en 2010 89 États « libres », 62 États partiellement libres, enfin 42 dictatures. Sur 192 pays reconnus par l'ONU (plus Taïwan), la proportion d'États libres, inférieure à 30 % dans les années 1970, avoisine aujourd'hui la moitié du total. À côté de régions qui connaissent de nets progrès (Amérique latine, Asie), d'autres ont un bilan plus nuancé (Afrique, recul des libertés en Russie depuis 1999, maintien du régime en Chine).